

Colloque international

Lieu : Académie des Sciences, salle 206, 3 rue Narodni, Prague 1

Date : jeudi 8- vendredi 9 juin 2017

Partenaires : INALCO (CERMOM), Normandie Université (Le Havre), Institut oriental de l'Académie des sciences (Prague),

Thème : *Des (r)évolutions contrastées. Le rôle des forces armées en Égypte et en Turquie*

Participants pressentis :

Beril Dedeoğlu, professeur, Université d'Aydin, Istanbul

Michel Bozdémir, professeur émérite, INALCO

Didier Billion, directeur adjoint, IRIS

Jean Marcou, professeur, IEP de Grenoble

Tewfiq Aclimandos, chercheur, Université française d'Égypte, LMI EtatRar

Clément Steuer, chercheur, Institut oriental de l'Académie des sciences (Prague)

Stefano Taglia, chercheur, Institut oriental

Giedre Sabaseviciute, chercheur, Institut oriental

Stéphane Valter, MCF (HDR), Université du Havre

Deniz Akagül, MCF, Université de Lille 1

Karol Kujawa, Çanakkale üniversitesi, Turquie

Richard Yilmaz, doctorant, INALCO

Paul Cormier, doctorant, allocataire MESR, Science Po Bordeaux

Pelin Ayan, chercheuse, Anglo-American University (Prague)

Kevin Koehler, chercheur, NATO Defense College – American University in Cairo

Aurélien Denizeau, doctorant, INALCO

Frédéric Charillon, Université d'Auvergne



Argumentaire

Ce colloque se propose de faire le point sur la situation politique en Égypte et en Turquie, essentiellement en se concentrant sur le rôle des forces armées, acteurs incontournables en Égypte et toujours importants (bien qu'en perte de vitesse) en Turquie. Alors que le régime du président Sisi peut être interprété comme l'expression d'une reprise en main des affaires publiques par l'armée, après le renversement du président Morsi en été 2013, l'armée turque, auparavant gardienne des valeurs fondatrices de la République établie par Atatürk (nationalisme, occidentalisme et laïcité – à la turque), s'est vue progressivement remise à sa place : dans les casernes. Et il semble bien que cette tendance ne pourra plus être inversée, comme l'a montré l'échec de la récente tentative de coup d'État, suivie d'une purge sans précédent (dans l'armée et ailleurs) menée par le gouvernement islamo-nationaliste. Si les rapports entre le militaire et le politique ne diffèrent qu'en termes de circonstances locales, les orientations idéologiques et les positionnements internationaux nécessitent des analyses approfondies.

Ainsi, les défis internes et externes ne se ressemblent pas, ce qui confère à chaque cas une spécificité. Depuis le coup de force de l'armée, l'Égypte demeure peu menacée par les groupes terroristes, hormis dans la péninsule du Sinaï et sur la frontière libyenne, alors que la Turquie doit affronter essentiellement l'insurrection kurde (menée par le PKK), l'organisation de l'État islamique, la déstabilisation générale en Syrie, des rapports encore non apaisés avec Israël et la Russie, des liens conflictuels avec l'Union européenne et l'OTAN. Au niveau économique, par contre, la Turquie, forte du plus haut taux de croissance des pays de l'OCDE, jouit de plus de marge de manœuvre en tant que pays émergent, membre du G20, avec une solide industrie exportatrice, une production agricole auto-suffisante, des ressources hydrauliques, une importante plate-forme aéroportuaire, un réseau d'acheminement énergétique, etc., alors que l'économie égyptienne est à bout de souffle, sous perfusion grâce à l'aide financière surtout saoudienne et américaine, sans compter la pression démographique, les faibles ressources en eau, la pollution, etc.

Au niveau social, les deux régimes doivent affronter des défis importants. En Égypte : la grogne toujours présente dans les universités et de nombreuses professions, ainsi que la dissidence des Frères musulmans et de leurs alliés, toujours hors-la-loi trois ans après leur

éviction du pouvoir, et enfin la diffusion du mode de vie et de l'idéologie salafistes, menace potentielle pour le vivre-ensemble dans un pays comptant une importante minorité chrétienne. En Turquie : les fortes tendances autonomistes kurdes, les partisans de la confrérie de Gülen, sans compter les alévis, parfois la cible d'agressions sunnites extrémistes (comme d'ailleurs les coptes égyptiens). Les points de divergence et de comparaison sont donc nombreux, auxquels il faut ajouter le rôle de la police (et de la gendarmerie, qui dépendent du ministère de l'Intérieur) : atout pour le régime turc dans son contrôle de l'armée, relations moins claires dans le cas égyptien.

Enfin, les rapports du pouvoir avec les militaires peuvent aussi se jauger vis-à-vis des politiques publiques, du moins telles qu'affichées : alors que la nouvelle constitution égyptienne prévoit un processus de décentralisation, pour rationaliser les moyens et faire participer les citoyens à la gestion des affaires locales, les retombées de la révolution ont jusqu'à présent surtout affaibli l'ancien cadre administratif local ; en Turquie, il s'agit avant tout de continuer une politique libérale soutenant la croissance économique tout en garantissant un minimum de stabilité.

La journée d'étude prévue vise donc à analyser les récentes expériences égyptienne et turque, dans une optique comparative sur les transitions, en prenant en compte les acteurs stratégiques, politiques, économiques, et religieux dans leurs interactions et dans un environnement hautement conflictuel. La publication des actes de cette journée est prévue (aux presses de l'INALCO, en collaboration avec le CEFRES).

Comité d'organisation :

Michel Bozdémir, PU, INALCO

Clément Steuer, Institut oriental

Stéphane Valter, MCF (HDR), Université du Havre

Ondřej Beránek, Institut oriental

Jan Zouplna, Institut oriental

Clara Royer (CEFRES)

Didier Billion, IRIS de Paris